

## Nouvelle étude: Les forêts toujours sous-estimées comme alliés dans la lutte contre la pauvreté rurale

- Face à la pandémie de COVID-19 et aux menaces croissantes du changement climatique, les forêts et arbres sont vitales pour les gens pauvres dans les zones rurales du monde entier
- Pourtant, les gens pauvres ne profitent rarement de la grande majorité des bénéfices qu'apportent les forêts
- Une évaluation scientifique à l'échelle globale analyse comment les forêts peuvent réaliser leur potentiel à réduire la pauvreté de façon équitable et permanente

(Vienne, 15 octobre 2020) La pauvreté est un des grands défis auxquels l'humanité est confronté. Globalement, une sur 10 personnes vit dans l'extrême pauvreté qui est définie par la Banque Mondiale par le seuil de 1,90 dollar par jour pour vivre. Parmi eux, beaucoup vivent dans des zones rurales où le pourcentage de pauvreté est de 17,2 % - plus de trois fois plus élevé que dans les zones urbaines. Si la tendance actuelle se poursuit, on estime selon le Programme alimentaire mondial que d'ici à 2030 ce nombre atteindra les 840 millions de personnes affamées ou un neuvième de la population mondiale.



Récolte d'acai (*Euterpe oleracea*) dans l'Etat d'Amapá, Brésil (Photo Reem Hajjar)

Éradiquer la pauvreté est donc en tête des priorités de l'Agenda 2030 du développement durable des Nations Unies. "Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde" est le premier des Objectifs de l'Agenda, qui est appuyé par tous les 193 États membres des Nations Unies. La communauté internationale augmente actuellement ses efforts pour atteindre cet objectif, répondant ainsi au sérieux revers causés par la pandémie de COVID-19. L'origine zoonotique du virus de Covid-19 a souligné clairement l'urgence à réduire la pression exercée par l'homme sur la nature.

Une façon de diminuer la pression et atténuer la pauvreté consiste à reconnaître et optimiser davantage le rôle des forêts et arbres en tant qu'alliés dans la lutte contre la pauvreté. À long terme, perdre les forêts signifie perdre cette lutte. C'est la principale conclusion d'un nouveau rapport global intitulé « Forêts, arbres et l'éradication de la pauvreté: potentiel et limitations » (*Forests, Trees and the Eradication of Poverty: Potential and Limitations*).

Le rapport sera présenté en ligne le jeudi, 15 octobre 2020 à 4-5:30 après-midi CEST, deux jours avant la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté, un jour avant la Journée mondiale de l'alimentation, et le jour même de la Journée internationale de la femme rurale. Tous ces événements officiels mettent l'accent sur le besoin urgent d'action.

L'étude offre une analyse des actuelles connaissances scientifiques relatives au grand éventail de contributions que les forêts et arbres en dehors des forêts réalisent pour réduire la pauvreté, ainsi qu'elle évalue l'efficacité de divers politiques de gestion forestière, programmes, technologies et stratégies. Pour ce faire, elle se base sur le concept de la pauvreté non seulement en termes monétaires, mais comme un obstacle qui empêche les personnes à atteindre un certain niveau de bien-être et à participer pleinement à la société.

« Cette évaluation globale arrive à un moment crucial. Les fréquents événements météorologiques extrêmes associés au changement climatique, entre autres, les croissantes inégalités, et l'expansion des maladies infectieuses font qu'une situation déjà difficile devienne encore plus intolérable pour les gens pauvres. Il est donc essentiel de revoir le rôle que jouent les forêts pour le développement social en général, et à réaliser l'éradication de la pauvreté, en particulier. » dit Hiroto Mitsugi, Sous-directeur général FAO, et Directeur du Partenariat de collaboration sur les forêts (CPF).

Un groupe de 21 experts internationaux éminents de différents parts du monde et à expérience scientifique dans différents domaines ont collaboré pendant environ deux ans au sein du Groupe Global d'Experts Forestiers (GFEP) sur les Forêts et la Pauvreté (Forests and Poverty). Le groupe, présidé par le professeur Daniel C. Miller de l'Université d'Illinois à Urbana-Champaign, États Unis, et dirigé par l'Union Internationale des Instituts de Recherche Forestière

(IUFRO), est une initiative de du Partenariat de collaboration sur les forêts (CPF) de l'Organisation de l'alimentation et agriculture (Food and Agriculture Organization - FAO) des Nations Unies.

Le professeur Miller affirme que «les forêts et arbres sont cruciales pour le bien-être de beaucoup de personnes pauvres dans le monde entier, et qui ont été capables de profiter des biens et services que les forêts fournissent pour gérer et atténuer les risques, spécialement face à la crise. Pour assurer et améliorer cette fonction importante, nous devons les protéger de façon adéquate, aménager et restaurer les forêts et les arbres et leur attribuer une position plus centrale dans la prise de décisions politiques. »

« Notre évaluation globale examine un éventail de mesures politiques et de gestion forestière mises en place par les gouvernements, les organisations de la société civile, et le secteur privé concernant leur potentiel et limitations pour atténuer la pauvreté. Quoiqu'il n'y ait pas une seule solution à tous les problèmes, nos résultats signalent que la plus nette évidence de la réduction de la pauvreté fait référence, entre autres, aux systèmes agroforestiers, à la gestion forestière communautaire, l'écotourisme et aux organisations de producteurs » explique le professeur Miller.

Pourtant, les bénéfices et les coûts pour le bien-être résultant des forêts et arbres sont distribués de façon inégale. Par exemple, dans bon nombre des pays africains riches en forêts et en faune sauvage, le bois et le tourisme sont des contributeurs importants à l'économie nationale, mais il arrive que les bénéfices ne sont pas reflétés à niveau local – et, pire encore, que les communautés locales en payent le prix de ces activités par la dégradation environnementale et l'accès limité aux aires protégées.

Diverses études illustrent que les aires protégées arrivent à réduire la pauvreté, surtout là où il y a des options pour l'écotourisme (p.ex. au Costa Rica et en Thaïlande) et lorsque les populations locales se voient engagées comme parties prenantes. Pourtant, ce sont souvent ceux ayant les meilleurs options pour bénéficier de la situation qui en profitent le plus; ce qui renforce encore les différences et les inégalités de la distribution des revenus locaux.

Plusieurs études de cas mettent l'accent sur les bénéfices de la gestion communautaire des forêts (GCF) pour les gens pauvres, même si son potentiel n'a pas été réalisé dans la plupart des pays. Le Népal est une exception, son programme de GCF étant considéré parmi les plus réussis dans le monde entier. Et pourtant, là aussi, les bénéfices de la GCF sont distribués de façon inégale parmi les foyers; les pauvres et les personnes de caste inférieure profitant moins par rapport aux ménages aisés.

Les organisations de producteurs sont une autre option relativement réussie pour aider les producteurs forestiers à relever les défis tels l'accès aux marchés. Par exemple, au Burkina Faso, la chaîne de valeur de la noix de karité étant largement dominée par femmes, 76% des femmes ont affirmé lors d'un sondage qu'une amélioration de leur situation financière résultait de leur participation aux goupes de producteurs de beurre de karité. Un syndicat coopérative de karité a aidé à créer le capital social des nombreux membres et à renforcer les liens entre eux quoique les divisions sociales de sexe, âge et ethnicité influent toujours les processus d'inclusion et d'exclusion le long de cette importante chaîne de valeur.

La production de la vanille au Madagascar sert d'exemple pour montrer comment l'agroforesterie peut offrir une voie pour sortir de la pauvreté. Environ 80% de la vanille mondiale est produite au Madagascar, pour une grande partie dans la région de Sava, au nord-est du pays. Dans cette région, les systèmes agroforestiers concentrés sur la vanille sont devenu la source première des revenus de beaucoup de paysans. Pourtant, les bénéfices résultent normalement des contrats conclus avec les exportateurs ou recollecteurs de la vanille, et ils sont donc pour la plupart concentrés sur les petits exploitants capables à obtenir ces contrats. Les ménages féminins, par exemple, ont beaucoup moins de chances pour obtenir ces contrats à cause des apparents désavantages sociaux importants.

Donc, un résultat clé de cette étude globale est que les gens pauvres ne profitent rarement de la grande majorité des bénéfices qu'apportent les forêts, même si les forêts et arbres sont cruciales pour leur vie. En outre, la pandémie de Covid-19 a causé le retour aux régions rurales de milliers de personnes, rendant impossible le soutien financier continu. La dimension totale de ces conséquences sur les forêts et la vie rurale restent à voir.

###

**Présentation en ligne de l'étude – programme et inscription:**

<https://www.iufro.org/science/gfep/gfep-initiative/panel-on-forests-and-poverty/>

**Le rapport et la note politique sont disponibles électroniquement à :**

<https://www.iufro.org/science/gfep/gfep-initiative/panel-on-forests-and-poverty/>

**L'Union Internationale des Instituts de Recherche Forestière** (International Union of Forest Research Organizations - IUFRO) est une organisation mondiale qui se consacre à la recherche forestière et sciences connexes.

Elle compte parmi ses membres des organisations de recherche, universités et chercheurs individuels, aussi bien que des autorités et décideurs politiques et d'autres parties prenantes ayant des intérêts relatifs aux forêts et arbres.

<https://www.iufro.org/>

L'initiative des **Groupes d'Experts Forestiers Internationaux** (Global Forest Expert Panels - GFEP) <https://www.iufro.org/science/gfep/gfep-initiative/> du **Partenariat de collaboration sur les forêts** (Collaborative Partnership on Forests - CPF) <http://www.cpfweb.org/en/> a établi ce groupe d'experts "Forêts et pauvreté" (Forests and Poverty) afin de fournir aux décideurs politiques une base scientifique plus forte pour leurs décisions et politiques relatives aux contributions des forêts à l'atténuation de la pauvreté.

Pour plus d'information, veuillez contacter: Gerda Wolfrum at +43-1-8770151-17 ou [wolfrum\(at\)iufro.org](mailto:wolfrum(at)iufro.org)